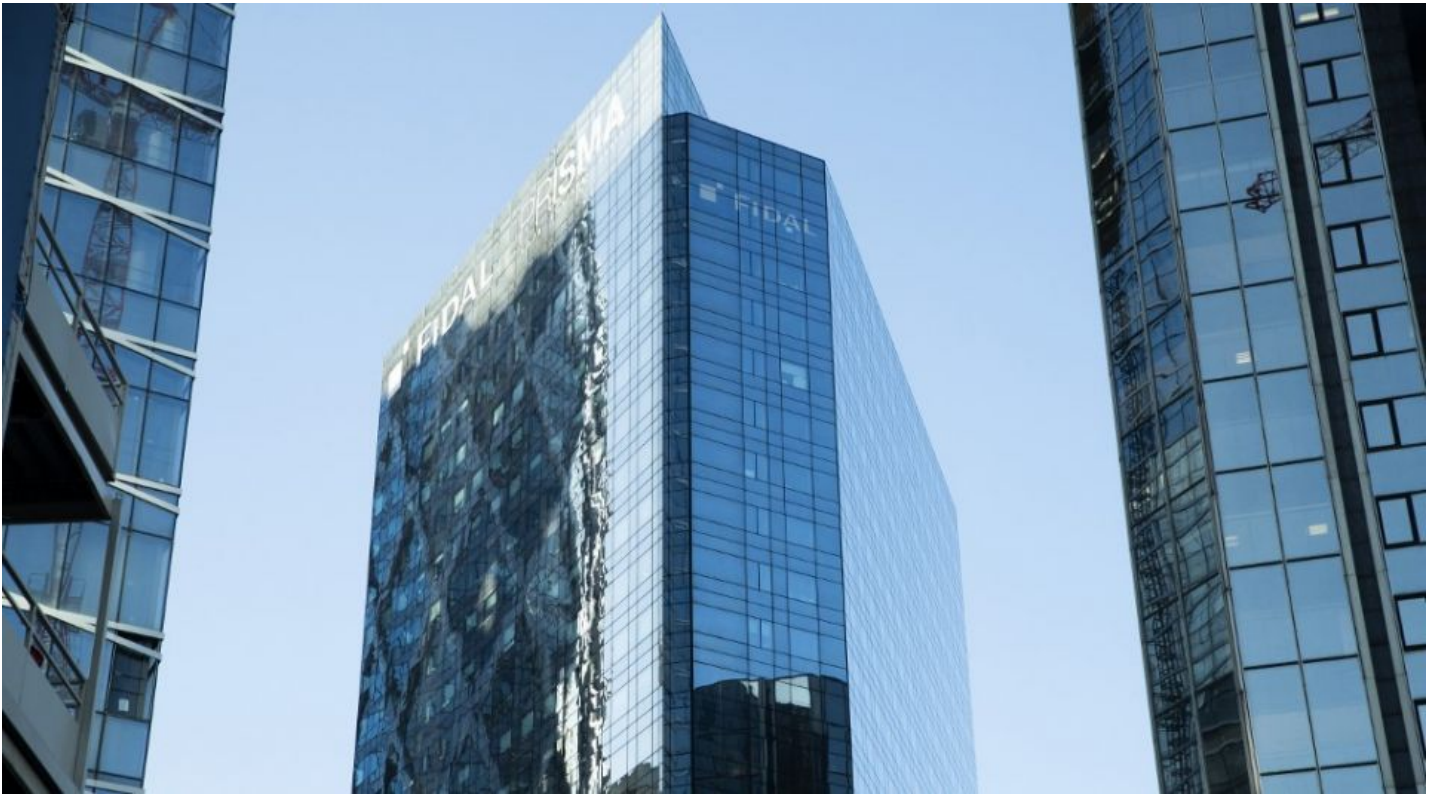


## Face à la reprise de l'épidémie, l'Europe se referme et les entreprises se barricadent. Drôle de rentrée



Pour les entreprises, la perspective d'un reconfinement représente le mal absolu. La remontée des taux de contagion oblige les gouvernements Européens à renforcer les mesures de protection, y compris à l'intérieur des entreprises.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Les chefs d'entreprises n'aiment pas ça, mais tout ce qui se prépare ne présage rien de bon. L'Europe se referme mais en ordre dispersé. Quant aux entreprises, elles attendent de savoir quelles seront les nouvelles normes sanitaires qu'elles devront mettre en place en prévention d'une nouvelle vague.

**Les chefs d'entreprises n'aiment pas de telles contraintes alors qu'ils préparent une relance des activités, mais à tout prendre, ils sont prêts à les assumer si elles permettent d'échapper à un reconfinement.**

Pour le monde des affaires, le confinement a eu des effets catastrophiques puisqu'il a cassé l'activité pendant deux mois, mais encore plus grave, ce confinement a révélé les failles du système économique et les faiblesses structurelles d'un certain nombre d'acteurs qui auront beaucoup de mal à assumer le retour à la vie normale.

Mais au-delà de la menace d'un reconfinement, ce que les chefs d'entreprises ont du mal à assumer, c'est le flou qui entourera la mise en place de toutes les mesures de protection. Flou et complexité engendrent la pagaille et la pagaille génère l'anxiété. Les chefs d'entreprises auraient besoin de clarté et de simplicité dans les process de contrôle.

**Au niveau européen, c'est franchement une belle pagaille. La réglementation part dans tous les sens..** La plupart des pays européens sont en train d'imposer un isolement de deux semaines aux voyageurs des régions les plus exposées au Covid-19. Mais avec des modalités souvent différentes et divergentes.

La mesure de quarantaine la plus violente et la plus spectaculaire a été imposée par la Grande-Bretagne depuis dimanche, sans préavis, ni beaucoup d'explications. Ces mesures de quarantaine concernent les voyageurs en provenance d'Espagne et désormais de France. Du coup, beaucoup de voyageurs qui ne veulent pas prendre le risque d'être bloqués deux semaines dans un aéroport se précipitent pour regagner leurs domiciles. **Les entreprises elles-mêmes rappellent leur personnel sans savoir qui sera présent ou pas. Plus de dix millions de Britanniques ou de résidents ont été pris de panique ce week-end en apprenant la nouvelle et ont regagné la frontière.**

Les pays européens ne se sont pas encore refermés sur eux-mêmes, mais entre les mesures de protection et les mesures de rétorsion aux mesures de protection, on se perd un peu.

---

**Les Anglais** se méfient de tout le monde ou presque, et imposent des quinzaines d'isolement. **Les Roumains** sont interdits de séjour pratiquement partout en Europe ou presque. **Les Espagnols** ne peuvent plus rentrer en Allemagne, sauf à se soumettre à une quatorzaine. Le test PCR négatif interdit pratiquement de franchir une frontière, sachant que la procédure de test est très encombrée et longue pour disposer des résultats.

**La Finlande et les pays baltes** demandent aux voyageurs provenant d'au moins de 15 pays (dont la France) de s'auto confiner au moins quinze jours. Les États baltes appliquent cette mesure à tout le monde.

**La Belgique** recommande deux semaines d'isolement à tous les Européens.

Ces mesures ne sont absolument pas coordonnées, elles sont parfois incohérentes et contradictoires. Et une telle pagaille n'est pas le fruit d'une Europe qui serait tatillonne, cette pagaille est le résultat d'un déficit d'Europe parce que les politiques de santé et de protection sanitaire ne sont pas du ressort de la Commission, mais du ressort de chacun des États membres. Ces politiques de santé et d'hygiène sont donc des marqueurs de la souveraineté nationale. Ce qui est complètement incongru.

**La conséquence de cette pagaille, c'est que la mobilité intra européenne s'est profondément réduite. Les touristes ne voyagent plus, mais les hommes d'affaires non plus. Quant à la libre circulation des biens, elle est très hypothéquée. D'où le mal être des chefs d'entreprise européennes.** Ils étaient quasiment interdits d'échange avec les pays d'Asie, les voilà maintenant interdits ou presque de circulation européenne. Ça n'est pas le confinement, mais ça y ressemble.

Au niveau de l'entreprise, on assiste à la même incohérence. **Les experts de la santé nous disent deux choses, le risque de deuxième vague est très fort pour deux raisons :**

**La première, c'est que les vacanciers vont rentrer chez eux. Il va donc y avoir un brassage de population important qui peut être le terrain de jeu du virus. Il faut donc se préparer.**

**La deuxième raison est que les principaux clusters aujourd'hui ne sont ni dans les lieux publics, ni les transports, ni les rassemblements, mais dans les entreprises.**

**Il va donc falloir renforcer les mesures de protection et généraliser l'obligation de porter le masque, y compris dans les entreprises.**

Le gouvernement pourrait décider de l'obligation de porter le masque dans les salles de réunion de l'entreprise. Pas forcément dans les bureaux individuels, mais dans les couloirs d'entreprise, à la cafeteria.

**La question qui fait débat est de savoir si le masque sera obligatoire dans les open-space, ces plateaux ouverts où cohabitent des bureaux qui n'ont aucune barrière entre eux et c'est normal puisque ça a été fait exprès** pour créer du lien social. Ces bureaux pourraient donc être séparés par une cloison de verre ou alors habités par des personnels masqués.

**La majorité des personnels sont contre le port du masque au travail, mais ils reconnaissent que beaucoup de clusters actuellement se trouvent dans les entreprises. Donc si on veut éteindre le virus, c'est bien dans les entreprises qu'il faut intervenir.**

Cette décision sera donc débattue avec les partenaires sociaux aujourd'hui mardi, au niveau national mais principe de précaution oblige, elle sera imposée qu'à partir de la semaine prochaine. Il faudra accepter cette nouvelle contrainte.

Parallèlement, on va renforcer les contraintes sanitaires, la distanciation sociale, on reparle des 4 m2. Il faudra préciser les zones de circulation et le sens de la circulation.

**Enfin, le gouvernement va recommander une fois de plus le « télétravail » quand l'activité le permet, à un moment où les chefs d'entreprises et beaucoup de salariés ont commencé à percevoir les effets pervers du télétravail sur la qualité du lien social et la qualité du travail fourni.**

Ce qui crée un stress dans l'opinion, c'est bien le flou qui entoure ces mesures.

Les chefs d'entreprises réagissent assez mal. Parmi eux, les dirigeants de très grandes entreprises qui sont remarquablement équipées et organisées pour faire face à cette pandémie, devraient néanmoins pouvoir réagir assez vite. Mais c'est plus inquiétant pour les millions de petites et moyennes entreprises qui n'ont pas cette culture ni les moyens de répondre. Au delà du stress généré par le flou, ces normes nouvelles entraînent des dépenses supplémentaires et hypothèquent la productivité. Les chefs d'entreprises ont besoin de travailler. La majorité des entreprises sont en difficulté. **Beaucoup se demandent s'ils auront de quoi payer leurs salariés, ils ont donc autre chose à penser.**

Les chefs d'entreprises cherchent à mobiliser leurs troupes, après six mois d'inquiétude et de ralenti. Le port du masque rassure mais alourdit les relations sociales.

Les chefs d'entreprise attendent surtout les détails du plan de relance de 100 milliards prévus pour cette rentrée. Bruno Le Maire doit le présenter la semaine prochaine tout juste.